

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le

16 MAI 2012

Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône  
Équipe Territoriale de Marseille 1

Site du Prado

Standard : 04.91.83.63.63 - Fax : 04.91.83.64.09

S3IC : P3/64-622

**Rapport de l'inspection des installations  
classées**

à

Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,  
Direction des Collectivités Locales de l'Utilité  
Publique et de l'Environnement  
Bureau des Installations et Travaux réglementés  
pour la Protection des Milieux

**Objet :** Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) :

**Société de Récupération Industrielle : SRI – Z.I. Les Florides – MARIGNANE**

Demande d'autorisation d'exploiter concernant le projet de mise en place d'un ensemble de  
broyage de métaux et la création d'un nouveau bâtiment de stockage.

**Réf :**

- [1] Compléments de dossier transmis par l'exploitant en date du 2 avril 2012
- [2] Transmission préfectorale en date du 15 décembre 2011 – Affaire suivie par : M. Gillardet
- [3] Arrêté préfectoral n°2011-004A du 24 août 2011 portant ouverture de l'enquête publique
- [4] Avis de l'autorité environnementale en date du 15 juin 2011
- [5] Rapport de recevabilité en date 31 mars 2011
- [6] Transmission préfectorale en date du 7 janvier 2011 – Affaire suivie par : M. Gillardet

**P.J. :**

- [1] Plan de situation
- [2] Plan des abords
- [3] Projet d'arrêté préfectoral

Par transmission visée en référence [2], monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a adressé à l'inspection des installations classées, pour rédaction du rapport de synthèse et du projet d'arrêté préfectoral, les conclusions des enquêtes publique et administrative concernant la demande d'autorisation visé en objet.

**Résumé :**

La Société de Récupération Industrielle (SRI) exploite une installation de récupération, stockage, tri et traitement de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, située à proximité de la Zone Industrielle des Florides à Marignane. Elle est réglementée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) depuis 1996.

L'exploitant projette de réorganiser et augmenter les activités existantes du site, par la mise en place d'un ensemble de tri et de broyage des métaux. Cette réorganisation s'accompagne de la création d'un nouveau bâtiment de stockage des métaux non ferreux sur une nouvelle parcelle récemment acquise.

Ces modifications permettent de réactualiser les prescriptions réglementaires applicables au site et notamment d'intégrer les modifications récentes de la nomenclature des ICPE et le renouvellement de l'agrément préfectoral pour le traitement des Véhicules Hors d'Usage.

Le présent rapport fait la synthèse du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des conclusions de la consultation du public et des services de l'État. Les prescriptions imposables à l'établissement sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint au rapport.

- Annexe (RW)  
- Copie GS (COPREST)  
- Chemo.

## **1 PRÉSENTATION DE LA DEMANDE**

### **Renseignements sur le demandeur :**

**demandeur :** Société de Récupération Industrielle : S.R.I. – Groupe DADDI S.A.S.

**adresse sociale :** Z.I. Les Florides – quartier Billard – 13700 MARIGNANE

**forme juridique :** Société par Actions Simplifiée (SAS)

**adresse de l'ICPE :** Z.I. Les Florides – quartier Billard – 13700 MARIGNANE

### **1.1 Présentation du projet**

La Société de Récupération Industrielle (SRI) exploite une installation de récupération, stockage, tri et traitement de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, située Z.I. Les Florides – Quartier Billard à Marignane.

Cette société, appartenant au groupe DADDI, héberge sur son site, deux autres sociétés du groupe : DADDI SA (société de récupération et de démolition) et DATRANS (société de transports).

L'établissement est situé sur plusieurs parcelles cadastrales des communes de Marignane et de Gignac-la-Nerthe. Il se trouve en bordure de la route départementale D368, reliant Marignane à Martigues, à quelques kilomètres des étangs de Bolmon et de Berre. L'emprise du terrain atteint 23300 m<sup>2</sup>.

Au niveau du Plan Local d'Urbanisme (PLU), le terrain est réparti sur deux zones d'urbanisme différentes :

- la partie du terrain sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe est en zone Ueb, dédiée aux activités économiques ;
- la partie du terrain sur le territoire de la commune de Marignane est en zone NAE, dédiée aux usages industriels.

Le site fait déjà l'objet d'un suivi au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) depuis 1996. Le tableau ci-dessous reprend les différents arrêtés préfectoraux réglementant le site.

Arrêté n°	Intitulé	Date	Rubrique	Régime
96-304/ 137-1994A	Arrêté autorisant SRI à exercer une activité de stockage et de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux et portant agrément pour l'exercice de l'activité de récupération de déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas des ménages	21/10/96	286	A
99-190/ 124-1995A	Arrêté imposant des prescriptions supplémentaires à SRI concernant l'implantation d'une presse-cisaille	28/06/99	2560	D
2001-160/ 32-2001 A	Arrêté modifiant l'arrêté du 28/06/1999 imposant des prescriptions complémentaires à SRI	21/05/01	2560	D
PR 1300018	Arrêté portant agrément de la SRI pour l'exploitation d'installations de dépollution et de broyage de véhicules hors d'usage	18/08/06	-	-

La société SRI projette de réorganiser et moderniser ses installations, par la mise en place d'un ensemble de tri et broyage des métaux sur la zone existante et l'aménagement d'une nouvelle zone de stockage de métaux non ferreux, incluant la construction d'un nouveau bâtiment d'une surface au sol d'environ 3000 m<sup>2</sup>.

Ces modifications substantielles ont conduit au dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter.

### **1.2 Régime de classement au titre de la nomenclature des installations classées**

Les installations projetées relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-après.

Rubrique nomenclature ICPE	Désignation de la rubrique	Capacité déclarée	Observation	Régime
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes/jour	Cisaille : 250 t/j broyage : 400 t/j	Nouveau projet	A
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m²	3 000 m²	AP du 21/10/96	A
2713.1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1000 m².	21 300 m²	AP du 21/10/96	A
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t.	50 t (batteries)	Demande d'antériorité	A
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.	200 m³	Demande d'antériorité	D
2711.2	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 200 m³ mais inférieur à 1000 m³.	200 m³	Demande d'antériorité	D
1220	Emploi et stockage de l'oxygène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t.	2,36 t	Nouveau projet	D
1432-2b	Stockage en réservoir manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b. représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	Capacité 2,6 m³	-	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3500m³.	40 m³ équivalent/an		NC

A : Autorisation – DC : Déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement –  
D : Déclaration – NC : Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.

Le régime de classement de la rubrique 1220 a été modifié par rapport au dossier initial, passant de « Non Classé » à installation soumise à « Déclaration », suite au repositionnement de l'exploitant.

Le décret ministériel n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, a créé, entres autres, les rubriques 2711, 2712, 2713 et 2718. Les activités exercées par SRI au titre de ces rubriques sont déjà existantes sur le site et étaient auparavant réglementées au titre de la rubrique 286. Il en est de même pour la rubrique 2714 qui a remplacé la rubrique 2662 visée dans le dossier de demande initial.

Ce décret a également créé la rubrique 2791, relative aux installations de traitement de déchets non dangereux, incluant notamment les installations de broyage de déchets métalliques. Cette rubrique régit donc la nouvelle activité de broyage de métaux de SRI et a remplacé la rubrique 2560 visée dans le dossier de demande initial.

L'activité de broyage est concernée par la directive n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution au titre du point 5.3 de son annexe I (la capacité de traitement étant supérieure à 50 tonnes/jour).

Le rayon d'affichage de l'enquête publique ainsi que les éléments nécessaires à l'appréciation du public et à la consultation des services de l'État n'ont pas été impactés par ces modifications.

### **1.3 Présentation des installations**

Le groupe DADDI emploie actuellement 40 personnes dont une dizaine sont affectées aux activités de la société SRI. La mise en place du broyeur permettra la création d'une quinzaine d'emplois supplémentaires.

Le site sera organisé en trois zones d'activités distinctes :

- la zone administrative (existante),
- la zone des métaux ferreux (existante),
- la zone des métaux non ferreux (projet).

#### **1.3.1 Zone administrative**

Elle est composée d'un bâtiment de 350 m<sup>2</sup> au sol sur 2 niveaux, regroupant les activités de bureaux communes aux sociétés du groupe (comptabilité, service commercial, logistique...) et d'un parc de stationnement « personnel/visiteur » d'une vingtaine de places. Cette zone est située en bordure de la route départementale 368 et séparée des zones d'exploitation par une clôture comprenant un portail d'accès.

#### **1.3.2 Zone des métaux ferreux**

Cette zone, déjà existante, est située à l'arrière du bâtiment administratif. Elle fera l'objet d'un nouvel aménagement, suite à la mise en place de l'ensemble de broyage, et sera composée :

- à son entrée, d'une aire de contrôle (portique de détection de radioactivité et contrôle visuel des déchets) et d'une zone de pesage (pont bascule) ;
- une aire de stockage des ferrailles. Les métaux sont triés entre les ferrailles lourdes traitées par la cisaille et les ferrailles légères traitées par le broyeur ;
- une cisaille et sa grue associée (existant) ;
- un ensemble de tri et de broyage et sa grue associée (projet) ;
- un bâtiment, de 900 m<sup>2</sup>, au sol dévolu au tri des métaux non ferreux issus du broyage et à l'entretien des véhicules et engins de manutention (bâtiment existant) ;
- des compartiments de stockage spécifiques (bouteilles de gaz, bois, cartons, pneumatiques, composants électriques et électroniques DEEE...).

#### **1.3.3 Zone des métaux non ferreux**

Cette zone sera construite sur une nouvelle parcelle en bordure de la route départementale 368. Elle sera composée d'un entrepôt de stockage des métaux « nobles », d'une surface au sol de 3000 m<sup>2</sup> environ, d'une aire de contrôle (portique de détection de radioactivité et contrôle visuel des déchets) avec une bascule de pesage, et d'une aire de stationnement des véhicules et engins. Les métaux seront directement déchargés dans l'entrepôt, puis triés manuellement et reconditionnés à l'aide d'une presse mobile sur semi-remorque.

#### **1.3.4 Les utilités**

##### **1.3.4.1 Traitement des Véhicules Hors d'Usage (VHU)**

Le site dispose d'un agrément préfectoral autorisant l'exploitation d'installations de démontage, dépollution et broyage de VHU, délivré par la Préfecture des Bouches-du-Rhône le 18 août 2006. Cet agrément étant accordé pour une durée de 6 ans, le projet d'arrêté préfectoral propose le renouvellement de l'agrément.

Le projet présenté par SRI prévoit l'acquisition d'un caisson mobile de traitement des VHU, contenant les outils nécessaires à la dépollution et au démontage des véhicules, ainsi qu'à la récupération des liquides dangereux (huile moteur, liquide de freins, carburant...).

##### **1.3.4.2 Stockage de produits dangereux**

Les stockages de produits dangereux identifiés sur le site sont :

- 2 citernes aériennes de 10 et 30 m<sup>3</sup>, de fioul et de gasoil, utilisées pour l'alimentation des engins de manutentions et des camions de la société DATRANS. Une pompe de distribution de 5 m<sup>3</sup>/h est associée à la cuve de gasoil ;

- des bouteilles transportables d'oxygène et de propane utilisées pour le chalutage ;
- 2 bouteilles « ARCAL 21 », composé d'Argon et de CO<sub>2</sub>, utilisées pour le soudage.

## **2 INSTRUCTION ADMINISTRATIVE**

### **2.1 Recevabilité du dossier**

Le dossier de demande d'autorisation a été déclaré recevable au titre du livre V du code de l'environnement, le 31 mars 2011. Conformément aux articles R.512-14 et R.512-21 du code de l'environnement, il a été soumis aux enquêtes publique et administrative.

### **2.2 Avis de l'Autorité Environnementale**

L'avis de l'autorité environnementale sur l'évaluation environnementale du projet a été formulé le 15 juin 2011. Il a été joint au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

L'avis conclut que des compléments sont nécessaires sur :

- l'impact des rejets de l'installation sur la qualité des eaux de la zone Natura 2000,
- le dimensionnement des bassins de rétention et les installations de traitement des eaux,
- la non-conformité de l'évaluation des risques sanitaires liée aux rejets atmosphériques,
- les modalités de réduction des risques du scénario « incendie du stockage DEEE ».

### **2.3 Résultats de l'enquête publique**

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n°2011-004A du 24 août 2011, s'est déroulée du 28 septembre au 28 octobre 2011, en mairie des communes de Marignane, Gignac-la-Nerthe, Le Rove, Ensues-la-Redone et Châteauneuf-les-Martigues. Le commissaire-enquêteur a reçu les observations des intéressés.

#### **2.3.1 Consultation du public**

Au cours des permanences, 3 observations ont été inscrites sur les registres d'enquête :

- à Marignane, la présidente de l'antenne locale de l'association « l'étang nouveau » reconnaît la qualité du dossier présenté mais déplore la concentration sur Marignane d'installations génératrices de pollution et, d'une façon générale, exprime des doutes sur l'esprit de responsabilité des exploitants en matière de respect des seuils de rejets des polluants dans le milieu naturel ;
- à Gignac-la-Nerthe, le visiteur regrette qu'un réseau des eaux usées – utilisable par tous les occupants du secteur – n'ait pas été mis en place à l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Florides, ce qui oblige à recourir aux fosses septiques polluantes. Ce visiteur a néanmoins formulé, verbalement, un avis favorable au projet ;
- à Ensues-la-Redonne, la seule observation est favorable au projet, considéré comme utile à l'environnement et créateur d'emplois.

Ces observations et remarques ont été transmises au maître d'ouvrage par le commissaire-enquêteur.

#### **2.3.2 Conclusion du commissaire-enquêteur**

Le commissaire-enquêteur a transmis au demandeur les avis et observations formulés par écrit ou verbalement par le public, par les services et organismes de l'État, associés à l'instruction, et par les communes concernées.

Le commissaire-enquêteur conclut son enquête en émettant un avis favorable à la demande, considérant les engagements pris par l'exploitant dans son mémoire réponse.

### **2.4 Avis des services administratifs**

#### **2.4.1 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS 13)**

Le SDIS des Bouches-du-Rhône a initialement émis une avis défavorable au projet compte-tenu des remarques suivantes :

- le scénario feu du bâtiment de stockage des métaux non ferreux de 3000 m<sup>2</sup> n'a pas été étudié ;
- le scénario feu des stockages de déchets à proximité des bâtiments n'a pas été étudié ;
- compte-tenu des 2 points ci-dessus, les débits d'eau requis pour l'extinction d'un incendie, la durée d'un incendie et les volumes des rétentions nécessaires n'ont pu être validés ;
- la description des mesures constructives des bâtiments, des moyens de désenfumage et des moyens de secours est insuffisante ;
- le nombre d'hydrant est insuffisant.

Suite aux compléments transmis par l'exploitant [Réf. 1], le SDIS a levé ses remarques et émis un avis favorable.

#### **2.4.2 Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Bouches-du-Rhône**

La DDTM des Bouches-du-Rhône, service de l'Environnement (police de l'eau), émet les remarques suivantes :

- un avis défavorable concernant le projet de rétention proposé. En effet, le volume du bassin de sortie est faible (110 m<sup>3</sup>) par rapport au volume total de rétention nécessaire (658 m<sup>3</sup>). Une grande partie du volume de rétention (548 m<sup>3</sup>) est retenue par la voirie et les réseaux.  
La rétention en voirie et réseaux est uniquement acceptée pour des événements pluvieux supérieurs à la pluie décennale, compte-tenu de leur faible efficacité. L'expérience montre, en effet, que les réseaux sont rapidement encombrés par des dépôts de décantation.
- l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter fait mention des seuils exigés par l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998. L'article 32 ne tient pas compte de l'environnement proche des installations.
- les rejets de l'installation s'effectuent dans une zone naturelle remarquable, déjà impactée par des pollutions chroniques et notamment par une entreprise aux activités similaires à SRI. Le service de police de l'eau avait demandé à cette dernière un traitement plus poussé des rejets. Dans un souci d'équité, la police de l'eau propose que les mêmes prescriptions soient appliquées à SRI.

#### **2.4.3 Avis de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) des Bouches-du-Rhône**

L'examen du dossier n'appelle pas d'observations particulières de la DDPP des Bouches-du-Rhône.

#### **2.4.4 Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de PACA**

L'Agence Régionale de Santé (ARS) de la région PACA émet, dans son avis du 13 mai 2011, les remarques suivantes :

- le risque chronique n'a pas été étudié au motif que les substances rejetées ne présentent pas de valeur toxicologique de référence (VTR). Ce motif n'est pas recevable dans la mesure où il existe pour les substances rejetées (poussières, dioxyde d'azote et de soufre) des valeurs guides données par l'OMS. Ces valeurs guides n'ont pas été présentées et aucune estimation des concentrations dans l'air n'a été fournie. Aucune comparaison « exposition/valeur guide » n'a été réalisée.
- la non prise en compte des émissions d'hydrocarbures et des particules « diesel » par les véhicules n'est pas argumentée.
- la population potentiellement exposée n'est pas identifiée.

L'ARS conclut que l'évaluation des risques sanitaires liées aux rejets atmosphériques n'est pas conforme aux références méthodologiques (guide de l'InVS (2000) et guide de l'INERIS (2003)) : elle ne permet pas de conclure quant aux risques sanitaires chroniques encourus par les riverains.

En novembre 2011, l'exploitant a transmis à l'ARS un dossier complémentaire permettant de lever l'avis défavorable (cf. point 3.5) : « l'étude des effets du projet sur la santé est conforme aux références méthodologiques et réglementaires prévues par le code de la santé publique ».

#### **2.4.5 Avis de la DIRECCTE PACA (inspection du travail)**

L'inspection du travail a procédé à un contrôle de l'établissement et émet un avis favorable à cette demande.

#### **2.4.6 Avis de la Sous-Préfecture d'Istres**

Monsieur le Sous-Préfet d'Istres s'en remet l'avis de l'autorité environnementale et, par conséquent les compléments listés dans cet avis devront être apportés.

#### **2.4.7 Avis des Conseils Municipaux des communes de Marignane et Châteauneuf-les-Martigues**

Le conseil municipal de Marignane dans sa séance du 26 octobre 2011, et celui de Châteauneuf-les-Martigues, dans sa séance du 25 octobre 2011, après délibération, ont émis des avis défavorables, considérant les remarques émises par les services de l'État dans l'avis de l'autorité environnementale et l'apparition d'une nouvelle source de bruit significative.

#### **2.4.8 Avis du Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe**

L'avis de la commune de Gignac-la-Nerthe a été transmis, par courrier daté du 8 novembre 2011 au commissaire-enquêteur, mentionnant : *« que suite aux conclusions de l'avis de l'autorité environnementale qui précisait que l'étude d'impact méritait d'être complétée sur plusieurs points, [...], le pétitionnaire a adressé, le 13 octobre 2011, un complément d'informations pour répondre aux remarques émises. Par conséquent, j'émet un avis favorable à la demande d'autorisation, sous réserve que les documents répondent à l'intégralité des prescriptions émises par les services de la DDTM et de l'ARS »*.

#### **2.4.9 Avis de la ville du Rove**

La commune du Rove émet un avis favorable au projet.

#### **2.4.10 Avis de la ville d'Ensuès-la-Redonne**

La commune d'Ensuès-la-Redonne n'a pas pu se prononcer dans le délai de 15 jours après la clôture de l'enquête publique.

### **2.5 Mémoire en réponse aux observations du public, des services de l'État et des communes**

L'exploitant a transmis le 2 décembre 2011 au commissaire-enquêteur, un mémoire en réponse aux différentes observations citées par le procès-verbal établi en conclusion de l'enquête publique. L'exploitant apporte les compléments d'informations demandés par l'avis de l'autorité environnementale et par les services de l'État :

- des engagements ont été pris par l'exploitant afin de limiter l'impact des rejets de l'installation sur la qualité des eaux de la zone Natura 2000 et notamment la prise en compte des meilleures techniques disponibles pour le traitement des eaux pluviales ;
- les bassins de rétentions ont été agrandis ;
- la non-conformité de l'évaluation des risques sanitaires a été levée par l'ARS ;
- le stockage de DEEE a été déplacé afin de contenir les effets thermiques à l'intérieur de l'installation.

A ce considérant, les motifs ayant conduit aux avis défavorables de la DDTM, et des communes de Marignane et Châteauneuf-les-Martigues, ainsi que les réserves apportées par la commune de Gignac-la-Nerthe et de la Sous-Préfecture d'Istres peuvent être considérés comme satisfaits.

## **3 ANALYSE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DE L'INSTALLATION**

Les enjeux environnementaux sont liés à la protection de la qualité des eaux notamment vis à vis des rejets vers le milieu naturel, ainsi que les enjeux de maîtrise des pollutions accidentelles, liées

au fonctionnement des installations et à la présence d'engins mécaniques. Ils consistent également en une maîtrise des nuisances sonores et des risques accidentels (incendie, explosion...).

### **3.1 Impact sur les eaux**

#### **3.1.1 Contexte géographique**

Le site se trouve à proximité de zones naturelles remarquables, distantes de 1,5 à 2 km :

- les Zones Naturelles à Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 :
  - « Palun de Marignane – aire de l'Aiguette » (1 13110130),
  - « Salins du Lion » (1 13100163),
  - « Cordon du Jaï » (1 13110129).
- les ZNIEFF de type 2 :
  - « Étang de Bolmon – Cordon du Jaï – Palun de Marignane – Barlatier – La Cadière » (2 13110100),
  - « Étang de Berre – Étang de Vaine » (2 13154100).
- les zones NATURA 2000 au titre de la directive Habitats :
  - « Marais et zones humides liés à l'étang de Berre » (FR9301597),
  - « Côte Bleue et chaîne de l'Estaque » (FR9301601).

Les rejets aqueux du site ruissellent vers les zones naturelles remarquables, classées Natura 2000 et ZNIEFF, du marais des Paluns et de l'étang de Bolmon, situées à l'Est de l'étang de Berre.

Les eaux souterraines de la plaine de Marignane forment une nappe s'écoulant vers l'étang de Berre de faible épaisseur (5 à 10 m), non exploitable pour l'irrigation. Le dossier ne prévoit pas de suivi de la qualité des eaux souterraines.

Le site est situé dans une zone à risque d'inondation par ruissellement.

#### **3.1.2 Gestion des eaux**

##### **3.1.2.1 Alimentation en eaux**

Le site est alimenté en eau par le canal de Provence. La consommation annuelle en eau potable est estimée à 400 m<sup>3</sup>. Il n'y a pas de réseau public d'alimentation en eau potable à proximité de la société SRI.

##### **3.1.2.2 Rejets en eaux usées**

Il faut signaler l'absence de réseau public d'assainissement et de réseau public de collecte des eaux pluviales dans ce secteur des communes de Marignane et de Gignac-la-Nerthe.

L'exploitant devra se raccorder aux réseaux publics dès qu'ils seront accessibles dans ce secteur géographique de la ville de Marignane.

Les eaux usées rejetées proviennent :

- de la collecte des eaux pluviales des zones d'activités

Les activités industrielles de SRI ne nécessitent pas d'utilisation d'eau. Ainsi les seuls rejets industriels sont les eaux pluviales et de lavage des sols et des véhicules, provenant des aires de stationnement, des voies de circulation, des zones de stockage des ferrailles et autres surfaces imperméables. Elles sont collectées par un réseau d'eaux pluviales spécifique au site.

Ce réseau est constitué de 2 parties indépendantes :

- *la zone des métaux ferreux (existant)*

Cette zone de 14 300 m<sup>2</sup>, entièrement imperméabilisée, est équipée d'un réseau de collecte, qui sera modifié lors de la mise en place du broyeur. Ce réseau rejoint un bassin d'écrtage de 200 m<sup>3</sup>. Après passage par un décanteur/déshuileur, le rejet s'effectue dans le milieu naturel par une roubine située au Nord-Ouest du site.



◦ la zone des métaux non ferreux (en cours d'aménagement)

Les eaux de ruissellement et de lavage de cette zone de 7150 m<sup>2</sup>, dont 7000 m<sup>2</sup> imperméabilisés, sont collectées et rejoignent un bassin d'écrtage de 200 m<sup>3</sup>. Elles transitent par un décanteur/déshuileur, avant rejet au milieu naturel par la roubine située le long de la route départementale 368. Les eaux de toitures du nouveau bâtiment de stockage, non souillées, sont rejetées sans traitement dans le bassin de réserve d'eau incendie.

Les roubines rejoignent ensuite le marais des Paluns et l'étang de Bolmon. Les eaux pluviales du bassin versant amont et d'autres rejets urbains (route départementale, sites voisins...) semblent également se rejeter dans ces roubines.

L'ensemble des eaux de ruissellement du site doit obligatoirement transiter par les installations de traitement mises en place (séparateurs d'hydrocarbures et bassin d'écrtage), avant rejet vers le milieu récepteur.

• des eaux sanitaires

Les eaux sanitaires, issues du bâtiment administratif, sont traitées par une fosse septique puis infiltrées dans le sol via un drain. Les eaux pluviales de toiture sont évacuées par infiltration sur les aires engazonnées autour du bâtiment, sans traitement préalable. Les eaux pluviales du parking s'écoulent vers la zone des métaux ferreux.

**3.1.2.3 Récapitulatif des points de rejets et des installations de traitement**

n°	Point de rejets	Caractéristiques des rejets	traitement	Milieu récepteur
1	Eaux pluviales issues de la zone des métaux non ferreux	Site imperméabilisé stationnement PL/VL stockage de métaux	passage par un bassin d'orage et un séparateur d'hydrocarbures équipé d'un système d'obturation	Fossé communal Milieu naturel
2	Eaux pluviales issues de la zone des métaux ferreux			
3	Eaux sanitaires	Utilisation quotidienne par les employés du site	Fosse septique	Milieu naturel

**3.1.2.4 Dimensionnement des bassins d'orage**

Les bassins de rétention des pluies doivent être suffisamment dimensionnés pour réguler des précipitations importantes. Le volume des bassins d'écrtage a été déterminé en tenant compte du débit de fuite maximal admissible par la police de l'eau (20 l/s/hectare), et une intensité de précipitations sur une période de retour décennale. Les volumes des bassins calculés et projetés dans le dossier de demande d'autorisation sont repris ci-dessous.

	Volume des bassins calculé	Volume des bassins projeté
Zone des métaux ferreux	658 m <sup>3</sup>	860 m <sup>3</sup> (660 m <sup>3</sup> voirie et réseau + 200 m <sup>3</sup> bassin de sortie)
Zone des métaux non ferreux	322 m <sup>3</sup>	550 m <sup>3</sup> (350 m <sup>3</sup> voirie et réseau + 200 m <sup>3</sup> bassin de sortie)

Le projet initialement déposé prévoyait des volumes de bassins de 110 m<sup>3</sup> pour la zone des métaux ferreux et 168 m<sup>3</sup> pour la zone des métaux non ferreux. Ce dimensionnement avait été refusé par la police de l'eau (cf point 2.4.2 du rapport), considérant que le volume des bassins de sortie était faible par rapport au volume total de rétention nécessaire.

Avec l'augmentation du volume des bassins à 200 m<sup>3</sup>, les eaux d'orage d'une intensité décennale seront contenues par les bassins de rétention, les réseaux et par les voiries de type « pointe de diamant ».

**3.1.2.5 Incidence sur la zone Natura 2000 – performance des installations de traitement et comparaison aux meilleures techniques disponibles**

Une étude technico-économique portant sur la performance des installations de traitement des eaux pluviales, en particulier pour le traitement des hydrocarbures, a été réalisée, afin de prendre en compte la sensibilité du milieu récepteur. Son objectif est de comparer les installations de traitement du site aux meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF CWW, relatif aux systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique.

L'étude conclut que :

- les dispositifs prévus par le dossier présentent des niveaux d'efficacité comparables aux MTD sous réserve d'aménager les bassins d'écrtage de façon à optimiser les conditions de décantation ;
- l'atteinte des niveaux de performance référencés dans l'étude est conditionnée par un entretien régulier et performant des installations de traitement ;
- les concentrations en hydrocarbures peuvent être comprises entre 2 et 5 mg/l.

### **3.1.2.6 Valeurs limites d'émissions et contrôle des rejets**

Les valeurs limites de rejets ainsi que les modalités de surveillance sont imposées par le chapitre 4.3 du projet d'arrêté préfectoral.

De manière à prendre en compte la sensibilité particulière du milieu récepteur, la surveillance des rejets aqueux est renforcée par rapport à celle réalisée pour des activités similaires. Pour cela :

- la concentration limite en hydrocarbures contenus dans les eaux pluviales rejetées sera de 5 mg/l, correspondant aux MTD, assurées par les constructeurs des installations de traitement (article 4.3.10 du projet d'arrêté préfectoral) ;
- une autosurveillance trimestrielle et annuelle de certains paramètres de rejets sera réalisée par l'exploitant (article 4.3.10) ;
- la maintenance des installations de traitement (séparateurs d'hydrocarbures, pièges à boue, bassins...) est a minima semestrielle et aussi souvent que nécessaire (article 4.3.3).

### **3.2 Impact sur le sol et sous-sol**

Les sols des zones d'activités seront en grande partie revêtus limitant ainsi le risque d'infiltration dans les sols. Les fluides susceptibles de générer une pollution sont stockés sur des dispositifs de rétention étanches. L'impact du projet sur les sols semble limité.

Aucun rejet n'est autorisé sur les sols (hors eaux pluviales de toiture).

Aucun diagnostic de l'état de pollution initial des sols n'a été effectué au niveau de la parcelle de la future zone des métaux non ferreux. Néanmoins, lors de la réalisation de l'étude de sol indispensable aux travaux de génie civil, 6 carottages de 3,5 m de profondeurs ont été réalisés. Ces sondages n'ont pas révélé de présence visuelle d'hydrocarbures.

### **3.3 Impact sur l'air**

#### **3.3.1 Rejets atmosphériques**

Les rejets atmosphériques identifiés sont :

Point de rejet	Installations raccordées	Capacité	Autres caractéristiques
1	Cheminée du broyeur	Débit de 63000 m³/h Flux de 1,25 kg/h Puissance de 1560 kW	Rejet canalisé (poussières) Système de traitement de l'air (dépoussiérage) : passage par un cyclone et par un séparateur à voie humide type venturi
2	Véhicules/engins de manutention	-	Rejet diffus

#### **3.3.2 Surveillance des rejets et valeurs limites d'émission**

Les rejets atmosphériques en poussières en sortie de la cheminée du broyeur devront respecter une concentration limite de 20 mg/Nm³, garantie par le constructeur de l'ensemble de broyage. Les mesures seront effectués annuellement par un organisme agréé.

### **3.4 Trafic routier**

Le trafic routier induit par la société SRI représentera 1,44% du trafic total sur la route départementale 368 après la mise en œuvre du projet, dont 0,54% inhérents au projet pris isolément.

### **3.5 Impact sanitaire**

Une étude des risques sanitaires évalue le risque chronique, lié aux futurs rejets atmosphériques des installations, encouru par les riverains dans le cadre d'un fonctionnement normal. Les thèmes abordés sont les effets sur la santé :

- des émissions de la cheminée d'extraction du traitement d'air du broyeur (poussières),
- des émissions des véhicules associés au fonctionnement de l'établissement,
- des effluents liquides,
- des émissions sonores.

Les émissions canalisées du broyeur ont été modélisées sur la base des garanties du constructeur et montrent une concentration maximum en particules (PM) de 0,311 µg/m³ dans un rayon de 5 km autour de la cheminée. Cette valeur, ainsi que la contribution faible du trafic routier induit par l'activité de SRI conduisent à des valeurs très inférieures aux valeurs guides de qualité de l'air.

Considérant l'étude des effets du projet sur la santé, le risque sanitaire attribuable à cette activité peut être qualifié de négligeable. Cependant, l'étude du bruit de fond montre que la limite de qualité est d'ores et déjà dépassée pour les poussières sur ce secteur géographique (33 µg/m³).

### **3.6 Niveau sonore**

Les sources de bruit sont principalement liées au broyage, cisailage et à la manutention des métaux, au trafic des véhicules et à la manutention des véhicules hors d'usage.

Les cibles à protéger sont des habitations en périphérie Nord du site et une aire d'accueil des gens du voyage en périphérie Ouest ainsi que des voisins industriels.

Une campagne de mesure du niveau sonore a été réalisée en décembre 2010. Les résultats respectent les seuils prévus par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE.

La mise en place de l'ensemble de broyage constitue une nouvelle source sonore significative. Le capotage phonique de l'équipement, et si nécessaire des écrans sonores supplémentaires en bordure de site sont prévus, pour compenser l'augmentation du niveau sonore.

**Une campagne de mesure de bruit dans l'environnement sera réalisée dans un délai de 6 mois suivant la mise en service du broyeur.**

### **3.7 Gestion des déchets**

On distingue trois catégories de déchets :

- les déchets de métaux réceptionnés. Ils font l'objet d'un tri (métaux ferreux, non ferreux...) avant traitement ;
- les déchets traités en attente d'expédition ;
- les déchets produits par les activités de SRI. On retrouve principalement des composants automobiles (pneumatiques, filtres moteur, liquides de freins, huiles moteur...), des plastiques, des verres et des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Les déchets à expédier sont triés et regroupés, avant leur enlèvement pour valorisation ou élimination par des filières adaptées, conformément à la réglementation en vigueur.

Des registres spécifiques au type de déchets seront tenus par l'exploitant suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

## **4 MAÎTRISE DES RISQUES ACCIDENTELS**

Suite à l'analyse préliminaire des risques réalisée dans l'étude de danger du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, les phénomènes dangereux maximum identifiés sont les risques :

- d'incendie (déchargement des produits entrants, traitement des VHU, stockage des produits combustibles...),
- d'explosion,
- de pollution du milieu naturel (eaux, sol, sous-sol) par les eaux d'extinction d'incendie ou par un déversement accidentel,
- d'émission de fumées toxiques,
- de contamination radioactive.

#### **4.1 Scénario d'explosion**

Le risque d'explosion dans un broyeur de métaux est lié à la présence d'éléments indésirables du type bouteilles de gaz, réservoir GPL imparfaitement dégazé ou VHU incomplètement dépollué. L'utilisation d'un pré-broyeur réduit grandement la probabilité d'une explosion. De plus, le broyeur est équipé de mesures de prévention et protection tels que des clapets de décharge sur la conduite d'aspiration, des protections sur les cyclones et ventilateurs.

Le convoyeur situé sous le broyeur est conçu pour dissiper l'énergie de surpression par la présence de butées élastomères et par le dimensionnement du châssis béton.

Le scénario d'explosion est classé en niveau de gravité modéré.

#### **4.2 Scénario d'émission de fumées**

Au vu des quantités et des caractéristiques des stockages susceptibles de dégager des fumées toxiques suite à un incendie (DEEE et pneumatiques), les émissions toxiques ne peuvent avoir des effets significatifs extérieurs au site. Ce scénario est classé au niveau de gravité modéré.

#### **4.3 Scénario de contamination radioactive**

Ce scénario est associé à la présence d'une source radioactive scellée ou non scellée dans un chargement. La réception de telle source est strictement interdite dans l'établissement. Afin de contrôler cette interdiction, chaque zone (métaux ferreux et non ferreux) est dotée d'un portique de détection placé au point d'entrée.

L'introduction d'une source radioactive est donc immédiatement détectée. Une procédure d'isolement est alors mise en œuvre. Le risque de contamination radioactive est limité aux personnels des sociétés intervenant sur le site. Ce scénario est classé au niveau de gravité modéré.

#### **4.4 Scénario incendie**

Les scénarii d'apparition et de propagation d'un incendie ont été modélisés à partir de différentes zones présentant des risques particuliers sur le site.

##### **4.4.1 Incendie de l'unité mobile VHU**

Compte-tenu du positionnement de l'unité mobile de traitement des VHU, l'incendie de l'unité mobile VHU ne génère pas d'effet domino sur les autres installations de l'établissement. Les VHU en attente de dépollution seront réceptionnés sur une aire spécifique étanche. **Néanmoins, les stockages de métaux à proximité devront être suffisamment éloignés de ces zones.**

##### **4.4.2 Incendie d'une benne de pneumatique**

L'incendie d'une benne de pneumatiques peut entraîner par effet domino l'incendie de la seconde benne si celle-ci est située à moins de 4,7m de la première.

**Un espace libre d'un minimum de 5 mètres devra donc être respecté entre chaque benne de pneumatiques.**

##### **4.4.3 Incendie du stockage de composants électriques et électroniques (DEEE)**

L'incendie du stockage DEEE ne peut générer d'effet domino. Néanmoins, afin de contenir les effets létaux de ce scénario à l'intérieur des limites de propriété, l'exploitant a déplacé le stockage de DEEE, au centre du site. **Les stockages de métaux à proximité devront être suffisamment éloignés de cette zone.**

##### **4.4.4 Incendie stockage de métaux ferreux**

Le scénario d'un incendie survenant dans le stockage de métaux ferreux en attente de cisailage ou de broyage n'a pas été pris en compte dans l'étude de danger. Toutefois, cette zone présente un risque de départ de feu lié à la présence de traces de liquides inflammables (carburant, graisse ou de VHU incorrectement dépollués...).

Les stockages de métaux formeront des îlots limités au sol. Un espace libre suffisant sera maintenu entre 2 îlots ainsi qu'à proximité des aires de dépollution des VHU et de tout autre stockage présentant un risque de propagation d'un incendie (pneumatiques ou DEEE).

La hauteur de stockage des métaux n'excèdera pas 6 mètres. L'exploitant devra être particulièrement vigilant à limiter les hauteurs de stockage à proximité des bâtiments, des habitations et des zones présentant un risque d'incendie.

Le scénario d'incendie de l'entrepôt de stockage des métaux non ferreux n'a pas été étudié au motif que ces métaux inflammables ne présentent pas de risque d'incendie.

#### **4.5 Scénario de déversement de produits dangereux**

Afin de prévenir toute pollution accidentelle, les produits dangereux sont placés sur des rétentions individuelles adaptées.

De plus, les 2 bassins de rétention des eaux d'orage du site, d'une capacité unitaire de 200 m<sup>3</sup> (un pour la zone des métaux ferreux et un pour la zone des métaux non ferreux), permettront d'assurer la rétention des eaux polluées lors d'un déversement accidentel ou d'un incendie. Les bassins seront étanches, maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation et équipés de vannes de fermeture automatique et manuelle. Les consignes de sécurité et les procédures à suivre en cas d'incendie ou d'accident intégreront la fermeture des vannes.

En complément de ces bassins, les voiries imperméabilisées, les regards et les réseaux recueillant les eaux pluviales sont conçus pour contenir les eaux polluées. Cet aménagement porte le volume de rétention disponible à 860 m<sup>3</sup> pour la zone des métaux ferreux et à 550 m<sup>3</sup> pour la zone des métaux non ferreux.

Après analyse, les eaux confinées pourront être évacuées, en l'absence de pollution caractérisée, vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par l'article 4.3.10 du projet d'arrêté préfectoral. A défaut, elles devront être éliminées comme déchets vers des filières de traitement appropriées.

#### **4.6 Méthodes et moyens de prévention**

Des mesures générales de sécurité sont mises en place par l'exploitant (protocole de sécurité simplifié, plans de circulation et d'évacuation, consignes de sécurité, fiches relatives aux situations d'urgence...). L'exploitant impose également des règles d'exploitation (permis feu, interdiction de fumer, sécurité anti-intrusion...).

#### **4.7 Méthodes et moyens d'intervention**

L'exploitant dispose de moyens d'intervention en cas d'incendie spécifiques constitués de :

- 1 réserve d'eau d'un volume de 120 m<sup>3</sup> garantie, régulièrement entretenue ;
- 2 bornes incendie alimentées en eau par le canal de Provence (1 à proximité du bâtiment de stockage des métaux non ferreux et 1 dans la zone des métaux ferreux), capable de fournir aux équipements de lutte contre l'incendie un débit total simultané d'au moins 176 m<sup>3</sup>/h avec une pression en sortie de 4,5 bar minimum ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques et judicieusement répartis dans l'établissement ;
- des Robinets d'Incendie Armés (RIA) associés à un système de production de mousse ;
- des réserves de sable judicieusement réparties.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à lutte contre l'incendie et au maniement des moyens d'extinction (article 7.5.3 du projet d'arrêté préfectoral).

Une voie engin permettra en permanence la circulation sur l'intégralité du périmètre du site. Cette voie ne débouchera sur aucune impasse et des aires de retournement seront prévues.

### **5 CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

La société SRI a déposé une demande d'autorisation d'exploiter concernant le projet de réaménagement de la zone de traitement des métaux, par la mise en place d'un ensemble de tri et broyage en complément de la cisaille déjà existante. Ce projet est complété par la construction d'un nouvel entrepôt de stockage de métaux non ferreux sur une nouvelle parcelle. Cette demande

va permettre la mise à jour des prescriptions réglementaires imposées à l'exploitant par la constitution d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter intégrant le renouvellement de l'agrément préfectoral pour l'utilisation d'installations de démontage, dépollution et broyage de VHU.

L'enquête publique n'a pas soulevé d'observation particulière en lien direct avec ce projet. Les observations et avis des différents services de l'État et des collectivités territoriales ont été pris en compte par l'exploitant et intégrés au projet d'arrêté préfectoral.

Les principaux enjeux environnementaux sont liés à la proximité de zones naturelles remarquables, à la prévention du risque de pollution des eaux, la maîtrise des risques accidentels notamment d'incendie, et la limitation de l'impact sonore du nouvel équipement.

L'inspection des installations classées propose, à monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, en application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, de présenter au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), le présent rapport de synthèse et le projet d'arrêté préfectoral joint.

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à ce projet.

<b>Rédacteur : Le 10/05/2012</b> L'inspecteur des installations classées,	<b>Vérificateur : Le 10/05/2012</b> Le chef de l'équipe territoriale de Marseille 1, par intérim,	<b>Approbateur : Le 16/05/2012</b> Adopté et transmis à monsieur le Préfet. Pour le Directeur et par délégation, Le chef de l'Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône,
--	--	---